

BEN LADEN EST MORT, MAIS LA HAINE VIBRE ENCORE

Point de vue | *Le Monde* | 08.09.
par André Glucksmann, philosophe

Le 11-Septembre fut d'emblée vécu comme impossible. Les témoins n'en croient pas leurs yeux, les responsables désemparés s'estiment en pleine science-fiction, les prudents qui veulent raison **garder** la perdent en fabulant de délirantes conspirations (la CIA, les juifs, de mystérieux spéculateurs immobiliers). Reste que l'impossible a eu lieu et que ce lieu a été nommé sans hasard "Ground Zero", soit l'espace dévasté des premières expériences atomiques.

Nul hasard non plus si les autorités suprêmes sont embarquées manu militari dans les abris antinucléaires : on mesure l'impossible nouveau à l'impossible ancien. L'apocalypse pointe son nez, mais pas celle qui était prévue au long de la guerre froide. Il faut **réapprendre** à "penser l'impensable", comme le prescrivait un célèbre livre de stratégie nucléaire dans les années 1950.

Si fulgurant qu'il paraisse, un événement n'est jamais un commencement absolu. Une fois l'effarement général dissipé, force est de **constater** que l'attaque de **New York** n'est inouïe ni dans son inspiration, ni par ses acteurs, ni même dans son mode opérationnel. La stratégie de la panique par l'incendie des villes et l'affolement délibéré de la population fut théorisée il y a un siècle et demi par le nihilisme russe, Bakounine, Netchaïev – voyez *Les Possédés*, de Dostoïevski.

Viser sans discrimination des civils, le projet ne date pas davantage de septembre 2001 : depuis Guernica, les fanatismes profanes ou célestes ont dépeuplé sans remords le XX^e siècle. Le mode opérationnel lui-même n'est pas privé d'antécédents : la cible fut attaquée en 1993 (en sous-sol, une voiture bourrée d'explosifs) ; le moyen, un avion détourné, fut essayé à Noël 1994 (l'**Airbus d'Alger** devait s'**écraser** sur Paris). Quant au côté suicidaire des tueurs s'érigeant en missiles humains, il n'apparaît invraisemblable qu'aux ingénus : bolcheviques, nazis, intégristes de tout poil abondent de sacrificateurs professionnels résolus à **faire** don de leur vie pour le "bien de la cause". Les pièces du puzzle s'étaient ainsi dans le désordre, il manquait le concept qui permet d'**imaginer** l'inimaginable.

Même si certains responsables américains ou européens subodoraient l'existence d'un risque majeur, l'avantage restait à **Oussama Ben Laden** qui calculait quelques coups d'avance. Lorsque, des mois auparavant, le commandant Massoud tenta de **mobiliser** Paris, seule une poignée d'"intellos" l'accueillit ; deux, trois députés aussi. Porte close à l'Elysée (Jacques Chirac) comme à Matignon (Lionel Jospin), réception calamiteuse dans un couloir du Quai d'Orsay. Massoud proposait une alliance anti-talibans. Ils l'assassinèrent deux jours avant d'**attaquer** New York ; plus tard, trop tard, ses troupes libéraient Kaboul.

Le 11-Septembre n'était pas fatal, à condition d'en **prévoir** la possibilité. On explique l'aveuglement général par la paralysie bureaucratique (CIA contre FBI) et les rivalités au sommet. Explications trop courtes: une vue acérée et consensuelle des risques courus en commun aurait balayé ces conflits rituels et lassants. Tout au contraire, le préjugé de **vivre** "la fin de l'histoire" enivrait nos bons apôtres: la guerre froide est terminée, les menaces majeures sont abolies ! L'optimisme stratégique célébrait la disparition du grand ennemi unique : plus

d'adversaire omniprésent, donc plus d'adversité. Ce raisonnement fallacieux valait passeport pour le meilleur des mondes ; les budgets militaires fondaient, la paix universelle était à portée de main, seuls subsistaient des "conflits de faible intensité" qui dévastaient les banlieues du monde sans inquiéter les métropoles vautrées dans leur sécurité.

Le 11-Septembre fracasse ce quiétisme partagé : de Kaboul en flammes à Manhattan écroulé, la conséquence est directe. En politique comme en économie, il suffit de postuler qu'une crise générale est définitivement exclue pour baisser la garde et ouvrir les portes du désastre. Dix ans plus tard, avons-nous franchi le cercle enchanté de nos sommeils euphoriques si cher payés ? Oui et non.

Oui : l'Amérique réévalua ses alliances inconditionnelles. L'Arabie saoudite n'avait-elle pas fourni à Al-Qaida son idéologie (le salafisme), son financement et une base de recrutement (quatorze sur dix-neuf des pirates sont enfants de la bonne société saoudienne) ? Conséquence théorique : "Le fait que, soixante ans durant, les nations occidentales ont excusé et se sont accommodées du manque de liberté au Moyen-Orient n'aida en rien à notre sécurité parce qu'à long terme la stabilité ne peut être achetée au prix de la liberté." (Déclaration de G. W. Bush, le 7 novembre 2003.)

Conséquence pratique : Saddam Hussein, épargné en 1991 sous pression saoudienne au prix du double massacre des Kurdes et des chiites, est pendu. Depuis, les despotes en proie aux soulèvements populaires sont "lâchés" (Tunisie, Egypte, Libye). Méditerranée, Proche et Moyen-Orient s'extirpent d'une histoire froide et de sociétés gelées. La chape de plomb saute pour le meilleur puisque partout les revendications démocratiques étoffent des rêves de liberté.

Ou pour le pire, car il faut compter jusqu'à trois : 1. Une jeunesse remuante partiellement acquise aux Lumières. 2. Des partis religieux rêvant de califat. 3. Des appareils militaires baignant dans la corruption, enclins à réprimer. Avec, dans l'arrière-pays, des "parrains" (Russie et Chine) appuyant en Iran comme en Syrie la pourriture des pouvoirs tortionnaires.

Non : les illusions d'un optimisme mensonger obscurcissent derechef les cervelles dirigeantes. Saddam éliminé, Washington estima le problème résolu. Mal lui en prit. L'assassinat des Irakiens par des Irakiens, grand sport du régime défunt, a continué sous d'autres étiquettes. Aujourd'hui encore – à l'exception peut-être de la Tunisie –, les pays qui fêtent leur printemps ne semblent guère immunisés contre la peste du terrorisme, de l'intolérance, de la xénophobie et des guerres tribales.

L'Union européenne incline au laisser-faire des non-interventions, elle papillonne et se divise. Quand, Britanniques et Français en tête, des Européens osent une intervention humanitaire armée (bravo!), ils courent le risque de chanter victoire trop vite : l'après-Kadhafi se promet aussi tendu que l'après-Saddam, si ceux qui condamnaient à mort les infirmières bulgares passent, une fois retournés, pour des démocrates pur sucre. Et si les réseaux d'Al-Qaida, qui ont pillé les arsenaux de l'ancien régime, sont tenus pour des enfants de chœur. Le Vieux Continent navigue à l'aveuglette. Ses complaisances à l'égard de la Russie poutinienne, corrompue jusqu'à l'os, violente et nihiliste, protectrice des Assad, prouvent combien la leçon dissuasive du 11-Septembre s'oublie.

Ben Laden est mort, son réseau survit dispersé. Mais la puissance de nuisance qui frappa Manhattan demeure. Il a suffi de quelques régions hors-la-loi, de "parrains" sans scrupule (qui ne manquent pas davantage) pour qu'un petit groupe armé de cutters frappe au cœur la première puissance mondiale. Imaginez les dégâts s'il avait ciblé une centrale nucléaire! Le paradigme d'Hiroshima est forclos, désormais la capacité de **dévaster** l'histoire et de **mettre** fin à l'aventure humaine échappe au monopole des grands Etats.

Au profit de qui ? Au profit de n'importe qui. "Une fois renversées les bornes du possible, il est difficile de les relever", stipula Clausewitz, annonçant que l'ère des batailles méga-massacreuses ne finit pas avec Napoléon. La **Belle Epoque** se gaussa, mais le siècle suivant confirma. Ben Laden a disparu, pas la stratégie des haines radicales et sans merci.